

LA LECTURE EN MILIEU RURAL

Dans le cadre de son programme de recherche, la Bibliothèque Publique d'Information au centre Georges POMPIDOU a lancé, à la demande de la Direction du livre et de la Lecture du Ministère de la Culture, une étude sur la lecture en milieu rural. On lira ci-dessous une présentation de la problématique générale de cette enquête, un "cadre du champ d'investigation possible" comme la présente son auteur Jean-Claude POMPOUGNAC, responsable du service des Études et de la Recherche de la BPI que nous remercions de son aimable autorisation de la reproduire. Nous ajoutons la liste des publications récentes éditées par ce même service des études de la BPI, non pas qu'elle ait un lien direct avec le texte mais parce qu'elle peut intéresser nos lecteurs.

Les bibliothèques centrales de prêt (BCP), chargées de desservir, dans chaque département, les populations des communes de moins de 10 000 habitants sont soucieuses de mieux appréhender les milieux dans lesquels elles ont pour tâche de développer la lecture publique. Des efforts constants ont été déployés ces dernières années pour conduire l'offre au plus près des emprunteurs potentiels.

Cependant toutes les enquêtes convergent pour établir que les habitants des communes rurales (moins de 2000 habitants), qu'ils soient agriculteurs ou non, possèdent, empruntent et lisent moins de livres que la moyenne des Français. Ce constat, pour n'être pas neuf, reste largement à analyser : *"On sait combien de ruraux lisent ou écoutent de la musique, on ne sait pas ce que signifie lire ou apprécier de la musique pour un rural. Faute de travaux ethnologiques ou sociologiques sur ces domaines, le différentiel culturel ville/campagne reste une énigme"*, (MOULINIER, 1990). La présente recherche, menée pour le compte de la Direction du livre et de la lecture, a pour objet de mieux évaluer et de mieux connaître les rapports au livre, à la lecture et à l'offre de lecture publique de façon à éclairer les politiques de développement de la lecture en milieu rural et notamment celles des BCP.

D'où deux questions connexes. Comment rendre compte de la faible pratique de la lecture de livres que constatent les enquêtes opposant de ce point de vue agriculteurs et habitants des communes rurales au reste de la population ? Comment recadrer ce constat dans une problématique plus générale des pratiques de documentation et d'information ? Du livre à l'imprimé, de la bibliothèque (ou du bibliobus) aux autres lieux d'approvisionnement potentiel, proches ou lointains (comme les clubs de vente par correspondance), il s'agit de mettre en évidence et la place de la lecture dans l'ensemble des pratiques culturelles, et son économie locale dans le jeu complexe de l'offre et de la demande. De l'éclairage des rapports entre livre et autres supports d'information, stratégies de documentation et pratiques de lecture, l'enjeu de la lecture publique en milieu rural doit ressortir clarifié. Sur les places respectives du livre et de l'information dans une politique de l'offre, on attend de la recherche qu'elle mette en évidence comment des usagers actuels ou potentiels constituent leur stock d'information et leur univers de connaissance, quel degré de familiarité ils entretiennent avec les différentes sources de documentation dont ils estiment avoir l'usage. Ces interrogations pourraient être construites en référence aux travaux conduits ces dernières années en sociologie de la lecture, notamment aux études sur les faibles lecteurs, en visant à établir dans quelle mesure la situation des "ruraux" est spécifique (POULAIN, 1988)

Car même faiblement pratiquée, la lecture occupe cependant une position particulière : elle reste la pratique culturelle la plus répandue. Et si les ruraux lisent moins que les autres c'est pour d'autres raisons que celles qui font qu'ils vont très peu au théâtre ou qu'ils ne pratiquent pas le footing et la course à pied ! Manière de suggérer aussi une interrogation sur la double appellation de "pratiques culturelles" (selon la dénomination du Ministère de la Culture) ou "pratiques de loisirs" (pour reprendre la terminologie de l'INSEE).

Quoi qu'il en soit, dans les données actuellement disponibles, un certain nombre doivent être relevées qui suscitent l'interrogation et peuvent contribuer à la construction d'une problématique. La première est bien connue, c'est la forte pratique de lecture de la presse quotidienne qui voit les habitants des communes rurales comme les agriculteurs arriver en tête des autres catégories de population. Ce constat peut ouvrir une perspective féconde qui relie la fréquentation de l'information locale et professionnelle à des réseaux de sociabilités et à des formes d'oralité constitutives d'identités sociales : vue, sous cet angle, l'information du quotidien a au moins autant valeur d'échange que valeur d'usage (CHAPELLE, 1987).

D'autre part, les agriculteurs déclarent lire des livres en rapport avec leur travail dans des proportions qui sont notablement supérieures aux moyennes nationales, et lire des revues scientifiques pour 14% d'entre eux (contre 7% des Français)¹. De fait, les évolutions constatées ces vingt dernières années peuvent, sur certains points, nuancer une présentation par trop négative : ainsi la diminution générale de la lecture affecte moins les paysans que les salariés, employés, ouvriers et cadres (DUMONTIER et alii, 1990) ; à l'inverse, la diminution du nombre des non-lecteurs (de livres) se fait aussi au bénéfice de certains ruraux et, au delà de la lecture du quotidien, ils sont peu à peu conquis, eux aussi, à la lecture des magazines et des revues.

Enfin, la fréquentation des équipements de lecture publique semble évoluer favorablement et, si le retard reste évident, on constate de notables progrès (par exemple, un doublement de la proportion des ruraux inscrits en bibliothèque).

On le voit une première tâche peut consister à relire attentivement les résultats des grandes enquêtes sur la question et conduire à de nouvelles analyses des données recueillies. Mais pour ce faire il sera indispensable de procéder à une clarification des termes et des catégories sociologiques et statistiques utilisés. Il revient aux équipes proposant des réponses au présent appel d'offres de préciser les seuils pertinents en fonction de leur problématique et de la démarche méthodologique envisagée.

Selon certains auteurs, le chiffre de 2000 habitants n'est plus adéquat pour distinguer rural et urbain : faut-il "mettre la barre" à 5000, 10000 ou plus ? Bien entendu, les mêmes précisions devront être apportées sur des catégories comme "cantons partiellement urbains" ou communes rurales appartenant à des "zones de peuplement industriel et urbain". L'expression "milieu rural" ne recouvre pas seulement un mode de découpage de l'espace habité. Dans quelle mesure fait-elle encore référence à la prédominance d'un type d'activité économique, l'agriculture ? En quel sens connote-t-elle un poids plus grand du "local" sur les conditions et les modes de vie, une configuration particulièrement dense des réseaux de sociabilité ? Le rural, l'agricole, le local sont, sous bénéfice d'inventaire et d'analyse, trois registres distincts qui pèsent de manière différente sur les relations de l'offre et de la demande culturelles. La proximité ne se confond pas avec la rivalité ; l'agriculture n'est plus la paysannerie et la catégorie socioprofessionnelle recouvre toutes sortes d'entreprise de dimension, d'équipement, d'ouverture fort divers. Enfin, on le sait, la composition des populations vivant dans des communes de moins de 2000 habitants, pour s'en tenir à ce seuil, est à la fois variée et évolutive (MATHIEU, 1990).

Ainsi le monde rural connaît-il une double mutation : d'une part, "la révolution verte" qui bouleverse l'exercice de l'activité agricole et modifie, en même temps que les techniques, les conditions économiques et les modes de vie, les relations des producteurs agricoles avec leur environnement social. D'autre part la diversification de l'habitat rural en transforme le tissu sociologique et le rend aussi divers, sinon plus, que la société urbaine tout en accroissant les échanges entre les deux. Dans cette évolution, évidemment différente selon les régions, il faut tenter de mesurer les relations entre les variables économiques, sociales et culturelles. Ce *"passage du monde rural comme ensemble de microsociétés locales dominées par*

¹ S'agissant des agriculteurs, la distinction entre livres "pratiques", lectures "en rapport avec son travail" et revues "scientifiques" s'avère particulièrement délicate et révèle surtout que le questionnement des enquêtes nationales est inévitablement "urbanocentriste".

l'activité agricole vers un espace plus large qui s'intègre non seulement aux secteurs économiques non-agricoles mais aussi à un espace économiques agricole différent", (CHAMPAGNE, 1986) constitue le cadre élargi qui interdit de rapporter simplement le faible volume des pratiques de lecture à la composition démographique (analogue à celle des "milieux populaires" ?), au niveau de diplôme ou à tout autre variable explicative univoque.

On peut ainsi noter que des pratiques culturelles contrastées (lecture du quotidien régional/lecture de la presse nationale ; non-lecture de livres/lecture...) sont liées à un rapport plus ou moins distancié à la société locale, indice, par ailleurs, d'une plus grande capacité à affronter les difficultés des mutations en cours (CHAMPAGNE et MARESCA, 1986).

Peut-on supposer alors que cette forme spécifique d'ouverture au monde que constitue la lecture de livres se distingue de manière significative d'une "lecture du quotidien" qui est aussi relation au "local" comme de la pratique de la télévision qui, à l'inverse, affranchit immédiatement de toute espèce de frontière ?

**PUBLICATIONS RÉCENTES ÉDITÉES
PAR LE SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA RECHERCHE DE LA BPI**

- BAHLOUL Joëlle, **Lectures précaires** : étude sociologique sur les faibles lecteurs, Paris BPI 1988, 127 p.
- SEIBEL Bernadette, **Au nom du livre**, analyse sociale d'une profession : les bibliothécaires, Paris, La Documentation française, 1988, 230 p.
- **Pour une sociologie de la lecture** : lectures et lecteurs dans la France contemporaine, ouvrage collectif sous la direction de Martine POULAIN, Paris Cercle de la librairie, 1988, 241 p.
- PÉRONI Michel, **Histoire de lire** : lecture et parcours biographique, Paris, BPI, 1988, 120 p.
- HEINICH Nathalie POLLAK Michael, **Vienne à Paris** : portrait d'une exposition, Paris, BPI, 1989, 189 p.
- LE MAREC Joëlle, **Dialogue ou labyrinthe** : la consultation des catalogues informatisés par les usagers, Paris, BPI 1989, 91 p.
- KUHLMANN Marie, KUNTZMANN Nelly, BELLOUR Hélène, **Censure et bibliothèques** au XX^{ème} siècle, Paris, Cercle de la librairie, 1989, 352 p.
- VERON Eliseo, **Espace du livre** : perception et usage du classement et de la classification en bibliothèques, Paris, BPI, 1989, 98 p.
- VERON Eliseo, LEVASSEUR Martine, **Ethnographie de l'exposition**: l'espace, le corps et le sens, Paris, BPI, 1989, 178 p. (2^{ème} édition).
- CHARTIER Anne-Marie, HÉBRARD Jean, **Discours sur la lecture** : 1880-1980, Paris, BPI, 1989, 528 p.
- POULAIN Martine, **Constances et variances** : les publics de la BPI, 1982-1989, Paris, BPI, 1990, 77 p.

Les ouvrages édités par la BPI sont distribués par Disque
et disponibles en librairie.

Les Actes de Lecture ont rendu compte de certains lors de leur parution.